

La « solidarité métropolitaine » brandie comme un étendard

MUNICIPALES
15 - 22 mars 2020

Les candidats LR de Toulon - Provence - Méditerranée se serrent les coudes autour de la « majorité métropolitaine », gage, selon eux, d'une politique réussie



Ils sont pour la plupart maires sortants, candidats à leur succession et vice-présidents de la Métropole (à l'exception de Jean-Louis Masson, conseiller municipal à La Garde et de Robert Masson, qui ne brigue pas sa succession à Carqueiranne). (Photo Frank Muller)

La campagne pour les municipales est aussi métropolitaine. En effet, les 15 et 22 mars prochains, les électeurs voteront non seulement pour les maires, adjoints et conseillers municipaux, mais aussi, en même temps, pour ceux qui les représenteront au niveau intercommunal. Alors hier, les maires sortants de onze des douze communes de Toulon - Provence - Méditerranée⁽¹⁾, candidats à leur propre succession, se sont réunis pour dire à quel point la Métropole TPM compte dans la gestion des villes ; combien la solidarité intercommunale qu'ils ont, disent-ils, créée tous ensemble a permis de développer le territoire. « Que serions-nous devenus sans la Métropole ? interroge Hubert Falco, maire de Toulon qui souhaite le rester. Aujourd'hui, on est là, on existe. » Derrière leur président, les autres maires ont égrené les réussites de la Métropole. Et pour démontrer que chacun tire son épingle du jeu, c'est au Revest, plus petite commune de l'agglomération, qu'ils ont brandi leur étiquette : celle de la « majorité métropolitaine ».

Identité conservée. « Le Revest n'a pas changé, il s'est développé », affirme Hubert Falco, balayant les craintes de

perte d'identité des villes et villages qui forment TPM. Ange Musso, premier magistrat, confirme : « Nous avons bénéficié de gros investissements, sans pour autant qu'on décide à notre place de ce qu'il fallait faire ici. » « Le meilleur exemple, ajoute Jean-Sébastien Vialatte, maire de Six-Fours, ce sont les Plans locaux d'urbanisme : seules les modifications proposées par les municipalités sont adoptées par la Métropole. » Mieux, ajoute Thierry Albertini, maire de La Valette, « la Métropole renforce l'identité car sans ses moyens on ne pourrait pas embellir nos villes ». Hervé Stassinis, premier magistrat du Pradet, va encore plus loin, évoquant désormais l'apparition d'« une identité métropolitaine ».

Solidarité partagée. « Le Revest représente moins de 1 % de la population de TPM, mais a toujours été considéré comme les autres », assure son maire. « On entend toujours "C'est tout pour Toulon", s'agace Hubert Falco en écho, mais nous sommes un territoire complémentaire. » Robert Bénéventi, maire d'Ollioules, illustre

ainsi cette solidarité par la politique culturelle de la Métropole, qui, sur sa commune, a par exemple permis de « donner un second souffle à Châteauevallon ». Et puis, renchérit Jean-Pierre Giran, maire de Hyères, « nous partageons les mêmes difficultés ». Entre autres, précise-t-il, celle de répondre à la loi SRU (pour Solidarité renouvellement urbain) et à ses exigences en termes de logements sociaux.

Question d'environnement. Les moyens de la Métropole sont, assure Gilles Vincent, maire de Saint-Mandrier, mis en œuvre pour aider les communes à protéger leur patrimoine environnemental : « La qualité des eaux de nos 55 plages est excellente, se félicite-t-il, le contrat de baie est porté par la Métropole, nous entretenons le sentier du littoral pour 2 millions d'euros chaque année et gérons les zones Natura 2000 : sans la Métropole, les villes n'auraient pas pu le faire elles-mêmes. »

Filet de sécurité. Jean-Sébastien Vialatte prend l'exemple de la gestion du risque inondation. « Seules, nos communes seraient incapables d'investir les sommes considérables nécessaires. Or, au travers de la Gemapi (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, Ndlr) nous pouvons faire ce qu'il faut pour protéger nos habitants. En ceci, la Métropole est un parachute, un filet de sécurité. » Un filet de sécurité, souligne Hubert Falco, qui s'appuie sur « une bonne santé financière » et « un budget d'un milliard d'euros ».

Candidatures spontanées. Pour les maires de la Métropole, la

Absence remarquée

Marc Vuillemot, le maire de La Seyne, était le seul des douze maires de Toulon - Provence - Méditerranée à être absent. « Naturellement excusé », note Hubert Falco en préambule. Excusé parce que « pas de la même couleur politique » et donc parce qu'« il ne participe pas à la majorité métropolitaine ». Le maire de La Seyne, candidat à sa succession est en effet marqué à gauche, tandis que ses collègues de la Métropole penchent tous à droite. Pour autant, assure Hubert Falco, « la rade n'a pas de couleur politique : Marc Vuillemot a travaillé avec nous sur de nombreux dossiers, participé au bureau métropolitain, même s'il n'a pas notre sensibilité. » Et Jean-Pierre Giran d'enfoncer le clou : « Marc Vuillemot fait partie de la famille métropolitaine. »



meilleure preuve de son intérêt, c'est qu'« aujourd'hui, on nous sollicite pour y adhérer », affirme Hubert Falco, faisant allusion à la volonté de « tous les maires de la Vallée du Gapeau »⁽²⁾ de rejoindre TPM. Ce n'est pas Christian Simon, maire de La Crau, qui

en effet quitté la communauté de communes voisine pour intégrer l'agglomération toulonnaise en 2009. « Ça a été très important pour La Crau, notamment concernant les transports en commun, dont les cadencements ont été améliorés ou pour les nombreuses infrastructures sportives qu'il y a sur la commune. »

Oppositions. « Les candidats qui se présentent contre nous ne veulent pas de la Métropole ou la critiquent systématiquement, estime Jean-Pierre Giran, mais il faut que les électeurs sachent qu'elle est fondamentale. Au

jour d'hui, nous sommes tous solidaires et solidaires aussi pour prolonger cette politique. Si ça ne devait plus être le cas, nous n'aurions plus les retombées de l'action politique que nous menons. »

Dans le même registre, Jean-Louis Masson, ancien occupant du fauteuil de maire de La Garde et bien décidé à le reprendre, souligne « l'hypocrisie de candidats socialistes ou LREM » : « On critique l'urbanisation dans nos communes, mais l'urbanisation ce sont les lois Voynet, Duflot Denormandie :

pas des lois qui émanent de notre majorité politique. » Il poursuit son idée avec « la situation de la santé et les soucis de l'hôpital », « la question de la sécurité » : « Autant de sujets sur lesquels les représentants locaux de la majorité gouvernementale tiennent, au niveau national, des discours incohérents avec ce qu'ils disent en local. »

V. R.

vrabisse@varmatin.com

1. Toulon, La Seyne, Hyères, Six-Fours, La Garde, La Valette, La Crau, Ollioules, Le Pradet, Carqueiranne, Saint-Mandrier, Le Revest. À noter que Robert Masson, maire de Carqueiranne ne se présente pas aux élections municipales.

2. Solliès-Pont, Solliès-Ville, Solliès-Toucas, La Farlède et Belgentier.



Il ne veut pas mettre la charrue avant les bœufs, mais s'il est réélu maire de Toulon, Hubert Falco sera candidat à la présidence de la Métropole.